RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2017

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



L'article 112 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996 fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances initiale, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Conformément à ces dispositions, apparaissent dans la présente annexe :

- la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives actives à la date du 16 septembre 2016 ;
- la description, pour chaque commission et instance, du nombre de membres, du nombre de réunions tenues lors des trois années précédentes ainsi que le coût de fonctionnement.
- la liste des commissions et instances supprimées depuis la publication de la précédente annexe budgétaire.

Dans le document, un « 0 » désigne une absence de tenue de réunion et/ou un coût de fonctionnement nul.

Un « - » désigne les cas dans lesquels il n'est pas nécessaire de produire un/des élément(s) de chiffrage.

Une case vide désigne les cas dans lesquels aucun chiffrage n'est disponible.

Le nombre de commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France s'élève à 443 à la date du 16 septembre 2016.

TABLE DES MATIÈRES

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
1. Premier ministre									
Comité d'orientation du Commissariat général à la stratégie et à la prospective	Décret n° 2013-333 modifié du 22 avril 2013 portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective	12	0	0	0	0	0	0	
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement	9	0	0	0	2	2	2	
Comité de suivi des retraites	Article L.114-4 du code de la sécurité sociale	5	-	0	36,75	-	4	5	*Les coûts de fonctionnement sont constitués à 94% par des dépenses immobilières. L'augmentation des coûts de fonctionnement par rapport à 2014 s'explique par l'augmentation des coûts de gardiennage avec un renforcement des dispositifs de sécurité.*
Comité de surveillance des investissements d'avenir	Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement	18	0	0	0	5	4	3	
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information	11	1,30	0,90	0,86	1	1	1	
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963	8	41,50	41	29,22	2	2	2	
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances	Article R.226-2 du code pénal	11	26,90	20,80	15,70	6	6	6	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
1. Premier ministre									
Commission de déontologie	Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques Décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie	14	281	297	391,51	11	13	15	*L'augmentation du coût de fonctionnement de la commission de déontologie, constatée en 2015 par rapport aux exercices 2013 et 2014, résulte notamment de l'arrivée d'un ETP et de l'augmentation du nombre de dossiers confiés pour instruction aux rapporteurs non mensualisés de la commission (environ 330 dossiers en 2013, 370 en 2014, et 550 en 2015, avec un coût moyen d'instruction d'un dossier de l'ordre de 80 €) suite à la reprise des dossiers des agents de la FPT à compter de septembre 2014.*
Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC)	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 Décret n° 2008-548 modifié du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles	18	141	67	71	8	11	9	
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R.1332-10 à R.1332-12 du code de la défense	13	10,40	7	7,30	3	2	2	
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.*1443-1 et D.1443-4 du code de la défense	12	19,50	17,50	16,77	1	3	2	
Commission interministérielle des données d'origine spatiale	Décret n° 2013-654 du 19 juillet 2013 relatif à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale	5	27,20	19,90	18,20	1	2	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D.1132-53 du code de la défense Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés	12	964	743,90	717,29	11	11	11	
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n° 2015-563 du 20 mai 2015 relatif à la commission nationale consultative des gens du voyage	29	-	-	0,52	-	-	1	
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R.*4139-14 et suivants du code de la défense	7	0	0	0	10	12	12	
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	489,46	511,12	512,03	15	10	16	
Commission supérieure de codification	Décret n° 89-647 modifié du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission supérieure de codification	27	146,32	139,80	126,34	17	9	10	
Conférence nationale de l'administration territoriale de l'État	Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration	35	-	-	0	-	-	1	
Conseil d'analyse économique	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du conseil d'analyse économique	15	534,40	626,11	916,46	20	20	20	*L'évolution des coûts s'explique par un report de charges de 2014 sur la gestion 2015 (260 k€) au titre de remboursements de personnels mis à disposition.*
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	Décret n° 2015-464 du 23 avril 2015 portant renouvellement du conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	43	317,89	336,90	317,17	28	25	10	*Élargissement de la composition du Conseil, de 30 à 43 membres (par décret n°2015-464 du 23 avril 2015).*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
1. Premier ministre									
Conseil d'orientation des retraites	Articles L.114-2 et D.114-4-0-1 à D.114-4-0-4 du code de la sécurité sociale	39	1 120	1 051,22	1 182,5	18	20	19	*L'augmentation des coûts de fonctionnement en 2015 résultent notamment de dépenses en matière d'études et enquêtes, de frais de gardiennage supplémentaires, et de remboursement de personnel mis à disposition.*
Conseil d'orientation pour l'emploi	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du Conseil d'orientation pour l'emploi	51	549,40	467,38	582,1	22	22	21	
Conseil de la simplification pour les entreprises	Décret n° 2014-11 du 8 janvier 2014 instituant le conseil de la simplification pour les entreprises	14	-	25,90	28,95	-	17	19	
Conseil du système d'information et de communication de l'État	Décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'État	16	-	0	0	-	2	2	
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de la montagne	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne	59	11,76	0	16,07	1	0	1	*Un conseil national des montagnes s'est tenu le 25 septembre 2015 à Chamonix. L'augmentation des coûts de fonctionnement par rapport à 2013 est due à l'ampleur de cet événement qui célébrait les trente ans de la « Loi Montagne ».*
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	64	50	5	50,03	0	0	3	*Les frais de fonctionnement 2015 sont dus à l'installation du nouveau conseil des villes.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
1. Premier ministre									
Haut Conseil à la vie associative	Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au haut conseil à la vie associative	47	3,28	2,50	10,08	37	34	36	*La hausse du coût de fonctionnement est due à l'édition du bilan du haut conseil.*
Haut conseil du financement de la protection sociale	Décret n° 2012-1070 du 20 septembre 2012 relatif au haut conseil du financement de la protection sociale	49	235,85	437,88	440,16	14	11	16	
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité	22	50	65,85	74	25	65	70	
Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge	Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement	-	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
2. Affaires étrangères et développement international									
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger Décret n° 2014-556 du 30 mai 2014 portant prorogation de la commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	31	0	0	10,00	1	1	1	*Les coûts de fonctionnement sont relatifs à la prise en charge de frais de déplacement des représentants d'institutions étrangères ou françaises implantées à l'étranger*
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale Décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0	0	2	2	2	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Article D.36 du code du domaine de l'Etat repris dans les articles D.1221-3 à D.1221-6 du code général de la propriété des personnes publiques	8	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	5	0	0	0	5	1	1	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret n° 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	12	0,86	0,94	0,92	11	12	11	
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L.1115-6 et R.1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales	34	0	0	0	2	2	1	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R.2343-1 et suivants du code de la défense	28	70	70	69	4	4	3	*Le budget englobe les dotations aux secrétariats des Conventions à Genève et au centre de formation au déminage*
Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	Décret n° 92-437 du 19 mai 1992 portant création d'une commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger modifié par le décret n° 2015-257 du 4 mars 2015	11	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
2. Affaires étrangères et développement international									
Conseil national du développement et de la solidarité internationale	Décret n° 2013-1154 du 11 décembre 2013 créant un conseil national du développement et de la solidarité internationale	55	0	0	0	0	2	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Comité d'experts de la transition énergétique	Article L.145-1 du code de l'énergie Décret n° 2015-1222 du 2 octobre 2015 relatif au comité d'experts pour la transition énergétique	8	-	-	0	-	-	4	
comité d'instruction pour la diffusion des informations ferroviaires	R.1211-11 à R.1211-15 du code des transports	5	0	0	0	3	1	0	
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français	227	0	0	0	1	1	1	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Articles L.542-3 et R.542-73 du code de l'environnement Décret n° 2010-47 du 13 janvier 2010 relatif à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) et à la création du comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	12	0	0	0	5	2	2	
Comité de l'environnement polaire	Articles D.133-31 à D.133-34 du code de l'environnement	11	1	2	1	1	3	1	
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du comité de la prévention et de la précaution	20	19,60	24,50	15,50	9	9	7	
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	21	1	1	1	6	5	5	
Comité national de l'eau	Articles L.213-1 et D.213-1 et suivants du code de l'environnement	160	30	60	38	5	4	3	
Comité national trames verte et bleue	Articles L.371-2 et D.371-1 et suivants du code de l'environnement	50	1,70	1	1	4	2	3	
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R.342-6 du code de l'éducation Arrêté du 16 décembre 1988 relatif au comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	45	4,20	4,80	4,40	2	2	2	
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L.213-21, L.213-22, R.213-77 et suivants du code de l'environnement	11	29,80	24,50	19,40	8	13	10	
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R.160-1 et suivants et R.330-20 du code de l'aviation civile	12	0,12	0,26	0	2	3	0	
Commission centrale de sécurité	Décret n° 84-810 modifié du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	24	5	5,20	7	11	11	11	*Commission renouvelée pour une durée de six mois par le décret n° 2016-770 du 10 juin 2016 relatif au renouvellement de certaines commissions administratives à caractère consultatif en matière de sécurité maritime*
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à la composition de la commission centrale des appareils à pression	39	4	3	3	4	3	3	
Commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aériens	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aérien	15	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure (article 4)	6	0	0	0	0	0	1	
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	13	0	0	0	2	2	2	
Commission de conciliation du télépéage	Décret n° 2012-645 du 3 mai 2012 organisant une commission de conciliation du télépéage	6	0	0	0	0	0	0	
Commission des comptes des transports de la Nation	Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la Nation	61	1	1	1	2	2	2	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D.133-35 et suivants du code de l'environnement	41	0,50	0,25	0,25	2	1	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Commission des filières de responsabilité élargie des producteurs	Décret n° 2015-1826 du 30 décembre 2015 relatif à la commission des filières de responsabilité élargie des producteurs	397	-	-	0	-	-	0	
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0	0	3	3	3	
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R.523-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2011-578 du 25 mai 2011 relatif à la commission des produits chimiques et biocides	30	6,90	5	6,30	7	5	5	
Commission des téléphériques	Décret n° 2012-988 du 22 août 2012 relatif à la commission des téléphériques	26	0	0	0	2	2	2	
Commission ferroviaire d'aptitudes	Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports Décret n° 2010-708 du 29 juin 2010 relatif à la certification des conducteurs de trains	6	0	0	0	11	11	10	
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	10	0	0	0	3	2	2	
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Articles D.1252-1 et suivants du code des transports	78	4,40	7,10	4,20	4	5	5	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive	Article R.413-2 du code de l'environnement	45	10	10	10	4	4	4	
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des ouvrages routiers	Décret n° 2016-38 du 22 janvier 2016 relatif à la commission nationale d'évaluation de la sécurité des ouvrages routiers	23	-	-	0	-	-	0	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L.542-3 du code de l'environnement.	12	874	649,07	490,51	25	23	22	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L.426-5 et R.426-3 et suivants du code de l'environnement	15	1,70	1,30	2,10	4	3	5	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique Décret n° 2012-385 du 21 mars 2012 relatif à la commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	22	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R.423-5 du code de l'environnement Arrêté du 29 octobre 2001 relatif aux modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser	14	0,10	0,10	0,10	1	1	1	
Commission nationale de la négociation collective maritime	Décret n° 2015-918 du 27 juillet 2015 relatif aux conventions et accords collectifs des gens de mer et à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la négociation collective maritime	49	-	-	10,40	-	-	4	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	23	2,70	4	3	8	9	7	*Commission renouvelée pour une durée de six mois par le décret n° 2016-770 du 10 juin 2016 relatif au renouvellement de certaines commissions administratives à caractère consultatif en matière de sécurité maritime*
Commission nationale des sanctions administratives	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs Articles L.1452-1 et L.3452-3 du code des transports Décret n° 2013-448 du 30 mai 2013 relatif à la commission nationale des sanctions administratives et aux commissions régionales des sanctions administratives dans le domaine du transport routier	16	0	0,20	1,06	0	1	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs	Loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs Articles L.594-11 et suivants du code de l'environnement	10	0	0	0	0	0	0	
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L.341-17 et R.341-28 et suivants du code de l'environnement	30	6,20	3,40	2,12	6	5	4	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L.731-1 et R.713-1, R.713-4 à R.713-6 du code du travail	38	0	0	0	1	2	1	
Conseil national de la transition écologique	Articles L.133-1 à L.133-4 du code de l'environnement Décret n° 2013-753 du 16 août 2013 relatif au conseil national de la transition écologique - articles D.134-1 à D.134-7 du code de l'environnement.	50	0	0	0	4	5	8	
Conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	48	0	0	2	0	0	2	
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles L.566-4 et R.566-4 du code de l'environnement Décret n° 2003-728 du 1er août 2003 portant création du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	38	36,33	36,33	12,96	7	7	6	
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R.425-4, R.425-5 et R.425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	3	3	2	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R.561-10 et suivants du code de l'environnement	10	0	0	0	1	1	1	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R.421-7 et R.421-8 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	3	4	4	
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du conseil économique pour le développement durable	27	2,40	2,30	2,40	29	14	18	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Conseil national de l'air	Articles D.221-16 et suivants du code de l'environnement	48	0	0	0	3	1	1	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au conseil national de l'information géographique	35	3	8	8	12	39	50	
Conseil national de la mer et des littoraux	loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 modifiée relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral Décret n° 2011-637 du 9 juin 2011 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du conseil national de la mer et des littoraux	70	0	0	0	6	6	1	
Conseil national de la protection de la nature	Articles R.133-1 et suivants du code de l'environnement	40	55	75	60	39	43	39	
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D.213-2 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	2	2	
Conseil national des déchets	Articles D.541-1 et suivants du code de l'environnement	40	4	6	2	4	6	2	
Conseil national du bruit	Articles L.571-2 et L.571-6 et D.571-98 et suivants du code de l'environnement	48	7	27	8	10	25	26	*Afin de veiller à la réduction des frais de déplacement, les échanges électroniques sont privilégiés d'où une baisse importante des coûts de fonctionnement en 2015 par rapport à 2014.*
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D.370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	0	0	0	2	1	3	
Conseil supérieur de l'énergie	Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz Décret n° 2006-366 du 27 mars 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil supérieur de l'énergie	36	230	217	217	15	13	16	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Conseil supérieur de la marine marchande	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 modifié relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du conseil supérieur de la marine marchande	39	8	8	4	9	18	10	
Conseil Supérieur de la Météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du conseil supérieur de la météorologie	390	13	11	11	23	24	23	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	46	29	28,80	0	28	14	0	
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles L.511-2, L.222-7, L.555-3, L.555-6 et D.510-1 et suivants du code de l'environnement	45	33	19	26	12	7	11	
Conseil supérieur des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports modifié par décret n° 2011-2109 du 30 décembre 2011	60	13	13,80	15,50	3	3	3	*L'augmentation des coûts de fonctionnement s'explique par celle du nombre de participants demandant le remboursement des frais de missions*
Grande commission nautique	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	5	5	5	7	4	10	
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D.421-51 à D.421-53 du code de l'environnement et arrêté du 15 avril 2009 relatif à la composition et au fonctionnement du groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	9	20	5	5	4	2	2	
Haut comité de la qualité de service dans les transports	Décret n° 2012-211 du 14 février 2012 portant création de l'autorité de la qualité de service dans les transports et du haut comité de la qualité de service dans les transports Décret n° 2012-216 du 15 février 2012 modifiant le décret n° 2012-211 du 14 février 2012	37	2,52	4,78	2,28	2	4	4	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
3. Environnement, énergie et mer									
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire Décret n° 2010-277 du 16 mars 2010 relatif au haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	40	150	150	150	4	1	4	
Haut conseil des biotechnologies	Articles L.531-3 et suivants et R.531-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au haut conseil des biotechnologies	72	554	635	597	53	52	66	
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (conseil d'orientation)	Articles L.229-2 à L.229-4 et D.229-1 à D.229-4 du code de l'environnement	26	1,80	0	0	1	1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Article L.732-3 du code de l'éducation Décret n° 2014-635 du 18 juin 2014 relatif aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et au comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	14	1,50	1,40	2,50	1	2	5	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17	15	34,94	36,03	34,99	13	12	12	
Comité de suivi de la licence et de la licence professionnelle	Arrêté du 1e août 2011 relatif à la licence	80	26,10	20,50	17,60	9	7	6	
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France Arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission	18	5,50	5,50	5,50	4	4	4	
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	34	9,70	12,90	11,20	6	8	7	
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 18 juillet 2016 relatif aux commissions pédagogiques nationales des diplômes universitaires de technologie	301	83	61,71	48,23	117	87	68	
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	21	1	1	1	1	2	1	
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	16	0	8,10	7,10	11	10	8	
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L.642-3 et L.642-4 du code de l'éducation	32	80,20	76,20	75,40	35	37	28	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R.214-130 et suivants du code rural et de la pêche maritime	21	0,80	1,20	3,34	4	2	5	
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2014-16 du 8 janvier 2014 portant création de la commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	12	44,69	55,13	44,12	1	1	1	*La diminution du coût de fonctionnement en 2015 par rapport à 2014 est due à un nombre moins élevé de dossiers instruits.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	Décret n° 2015-813 du 3 juillet 2015 relatif à la commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	33	-	-	1	-	-	4	*La CNEMMOP s'est réunie pour la première fois en novembre 2015.*
Commissions professionnelles consultatives institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Article L.335-6 du code de l'éducation Décret n° 2012-965 du 20 août 2012 modifié relatif aux commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale Arrêté du 20 août 2012 relatif aux commissions consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	344,37	237,06	362,00	40	40	40	
Conseil national d'évaluation du système scolaire	Articles L.241-12 à L.241-15 et D.241-36 à D.241-38 du code de l'éducation	14	0	110,50	181	0	4	4	*L'augmentation des coûts de fonctionnement en 2015 est liée à la montée en charge des activités du Cnesco qui ont porté, notamment, sur la production de rapports et de notes d'analyses, l'organisation de conférences de comparaisons internationales (mixités sociale et scolaire en juin), de conférences de consensus scientifiques (redoublement en janvier, numération à l'école primaire en novembre) et de forums (mixité sociale à l'école, égalité filles et garçons à l'école).*
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L.232-1 et D.232-1 et suivants du code de l'éducation Décret n° 2014-1421 du 28 novembre 2014 relatif au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	100	60	47,38	62,52	20	20	20	*L'augmentation des coûts de fonctionnement est la conséquence de la fusion CNESER/Conseil supérieur recherche technologie (CSRT) et de l'augmentation du nombre de membres (de 68 à 100).*
Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	Décret n° 2013-246 du 25 mars 2013 portant création du conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	39	50,40	50	40	3	3	5	
Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	23	5,10	0	0,13	3	0	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D.511-59 et suivants du code de l'éducation	33	7,61	4,53	17,46	2	2	3	*Un grand rassemblement des élèves élus aux Conseils académiques à la vie lycéenne a été organisé à la demande du cabinet de la ministre en octobre 2015 et a réuni 250 élèves, ce qui explique l'augmentation des coûts de fonctionnement.*
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D.551-7 à D.551-9 et D.551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	5	5	5	
Conseil national des astronomes et physiciens	Décret n° 86-433 du 12 mars 1986 modifié relatif au conseil national des astronomes et des physiciens	32	34	35	35	17	22	19	
Conseil national des universités (CNU) et Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au conseil national des universités Arrêté du 19 mars 2010 fixant les modalités de fonctionnement du conseil national des universités Décret n° 2002-1262 du 15 octobre 2002 instituant une indemnité attribuée aux membres du conseil national des universités Arrêté du 13 juillet 2010 pris pour l'application du décret n° 2002-1262 du 15 octobre 2002	3 480 pour le CNU et 813 pour le CNU santé	5.475	5.782	6.213	525	545	653	
Conseil national éducation économie	Décret n° 2013-539 du 25 juin 2013 portant création du conseil national éducation économie	34	0	0	1,57	2	3	4	
Conseil scientifique en médecine, pharmacie et odontologie	Décret n° 2004-67 du 16 janvier 2004 relatif à l'organisation du 3ème cycle des études médicales Décret n° 2011-22 du 5 janvier 011 relatif à l'organisation du 3ème cycle long des études odontologiques Décret n° 2012-172 du 3 février 2012 relatif au troisième cycle spécialisé des études pharmaceutiques	24	52	95,80	123,05	67	116	171	*L'augmentation du coût est liée mécaniquement à l'augmentation du nombre de réunions des membres et experts du conseil scientifique en médecine. En effet, la mise en œuvre des épreuves classantes nationales sous format numérique a nécessité trois épreuves blanches qui n'existaient pas l'année dernière et donc de créer trois fois plus de sujets.*
Conseil stratégique de la recherche	Article L.120-1 du code de la recherche Décret n° 2013-943 du 21 octobre 2013 relatif au conseil stratégique de la recherche	26	5,68	28	9,04	1	6	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L.231-1 et suivants et R.231-1 et suivants du code de l'éducation	97	14,13	10,40	15,30	15	12	13	
Conseil supérieur des programmes	Articles L. 231-14 à L. 231-17 et D.231-34 à D 231-42 du code de l'éducation	18	5,51	165,14	299,48	5	159	90	
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation	24	0,21	0	0	1	1	0	
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code de l'éducation	51	9	9,40	11,40	56	54	70	
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'Observatoire de la vie étudiante	26	369,16	323,16	323,16	4	3	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Collège national de second examen du rescrit	Articles L.80 CB et R*80 CB-2 à R*80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	0	0	0	4	5	6	
Comité chargé de l'examen des demandes de versement d'une indemnité de fin d'activité des débitants de tabac	Décret n° 2006-471 du 24 avril 2006 portant création d'une indemnité de fin d'activité en faveur des débitants de tabac des départements frontaliers et assimilés Arrêté du 24 avril 2006 fixant les conditions d'application. Décret n° 2013-541 du 25 juin 2013 relatif aux indemnités de fin d'activité et à l'aide à la réinstallation en faveur des débitants de tabac	8	0	0	0	4	4	4	
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L.614-2, D.614-2 et D.614-3 du code monétaire et financier Articles L.411-2, R.411-2 et R.411-3 du code des assurances	19	0	0	0	17	17	16	
Comité consultatif du secteur financier	Articles L.614-1, D.614-1 et D.614-3 du code monétaire et financier Articles L.411-1, R.411-2 et R.411-3 du code des assurances	32	107,50	219,80	222,50	8	8	60	
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale	5	0	0	0	1	2	1	
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	18	0	0	0	3	3	2	
Comité de l'abus de droit fiscal	Article L. 64 du livre des procédures fiscales	14	12	8,70	6,70	14	12	8	
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L.1141-2 et suivants du code de la santé publique	23	0	0	0	3	3	5	
Comité des achats	Décret n° 2009-300 modifié du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat	15	0	0	0	11	11	6	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Comité des achats des établissements publics de l'Etat	Décret n° 2009-300 modifié du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat	10	0	0	0	0	0	4	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes	Loi n°77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière.	24	29	26	22	49	46	38	
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique Arrêté du 2 mai 2013 relatif aux modalités d'organisation du comité du label de la statistique publique	32	0	0	0	23	22	21	
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	24	0	0	0	5	3	5	
Comité national de lutte contre la fraude	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une délégation nationale	35	0	0	0	2	2	2	
Commission compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 *bis* du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	Décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963 relatif au régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac Arrêté du 13 novembre 1963 pris pour l'application du décret du 30 octobre 1963	10	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 6 mai 2011 pris en application du décret n° 2011-252	11	0	1,50	1,80	4	9	8	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Commission consultative relative au refus d'agrément pour déduction fiscale	Article 217 *undecies* du code général des impôts Articles 46 *quaterdecies* V et 46 *quaterdecies* W de l'annexe III du code général des impôts	8	0	0		5	4		
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine en Alsace-Moselle	Loi du 31 mars 1884 relative au renouvellement et à la conservation du cadastre en Alsace-Lorraine Arrêté du 20 mai 1950 relatif à l'agrément des géomètres privés pour l'exécution des travaux cadastraux dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	4	0	0	0	1	1	1	
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	75,80	102,50	86,80	8	8	7	
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Articles 441 à 450-1 du code des douanes Décret n° 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises	4	7	5,90	5,90	8	9	10	
Commission de réforme	Article L.31 et R.45 et suivants du code des pensions civiles et militaires de retraite	7	0	0		11	10		
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier Décret n° 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	0	27	30	27	
Commission économique de la Nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	14	2,40	0	0	2	2	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret n° 53-707	12	0	0	0	76	75	76	
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	0	74,38	9	9	9	
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la commission nationale d'évaluation du recensement de la population	25	1	1	1	2	2	2	
Commission nationale des sanctions	Articles L. 561-38 et suivants et R. 561-43 et suivants du code monétaire et financier	7	0	12	25	0	5	25	
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R.15-33-1 et R.15-33-2 du code de procédure pénale	8	0	0	0	1	1	0	
Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012 relatif à la commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	6	7,30	6	6	9	9	10	
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D.561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	0	0	0	2	0	1	
Conseil d'orientation du service des achats de l'Etat	Décret n° 2009-300 modifié du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat	17	0	0	0	4	2	0	
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un conseil de l'immobilier de l'Etat	16	12,20	7,90	8,40	18	17	19	
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics	240	67,01	68,12	70,10	105	99	65	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	44	80	53	39	23	21	18	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L.221-9 et R.221-12 du code monétaire et financier	11	1,18	0	0	2	0	2	
Observatoire des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	8	43,38	39,02	79,68	4	3	3	
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Article 127 du code des marchés publics Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	14,50	0	11,50	6	0	13	
Comité pour les métaux stratégiques	Décret n° 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques	23	0	0	0	32	25	14	
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L.440-1 et D.440-1 et suivants du code de commerce	42	6,70	4,60	3,70	5	4	7	
Commission de concertation du commerce	Loi n° 2005-882 modifiée du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises Décret n° 2015-1311 du 19 octobre 2015 relatif à la commission de concertation du commerce	30	-	-	0	-	-	0	*Commission créée en 2015 par la loi n° 2015- 990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et installée le 11 avril 2016*
Commission des annales des mines	Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le nombre et les attributions des sections du conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies	10	0	0		1	1		
Commission des clauses abusives	Articles L.534-1 et suivants et R.534-1 à R.534-3, R.534-15 à R.534-17 du code de la consommation	13	23,75	22,76	29,80	13	15	9	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 portant création d'une commission des comptes commerciaux de la nation Décret n° 77-297 du 27 mars 1997 portant réforme de la commission des comptes commerciaux de la nation	40	0	0	2	2	2	2	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R.1334-2 du code de la défense Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique	22	0	0	0	3	3	3	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label entreprise du patrimoine vivant Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label entreprise du patrimoine vivant	22	8,30	7,3	7	7	6	6	
Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la commission nationale des professions libérales	55	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale des services	Décret n° 2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la commission nationale des services	67	0	13,80	3,40	2	10	9	
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R.3262-36 et suivants du code du travail	21	701	677	687	48	47	42	
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Articles L.125 et D.570 à D.593 du code des postes et des communications électroniques	14	20,21	13,75	0	10	13	0	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure Arrêté du 8 mars 2002 relatif aux commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	57	0	0	0	1	2	2	
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	0	0	0	1	1	1	
Conseil national de l'industrie	Décret n° 2010-596 modifié du 3 juin 2010 relatif au conseil national de l'industrie	40	2	0	0	10	11	11	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
5. Économie et finances									
Conseil national de la consommation	Articles D.511-1 et suivants du code de la consommation	90	0	0	0	27	24	30	
Conseil national du numérique	Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au conseil national du numérique	30	0	120,84	0	0	251	0	
Conseil national du tourisme	Articles D.122-5 et suivants du code du tourisme	204	5	0	0	58	0	0	
Groupe interministériel de la consommation	Article D.522-1 et suivants du code de la consommation	20	0	0	0	1	2	2	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	0	0	0	3	3	8	
Groupes d'étude des marchés	Article 132 du code des marchés publics Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	441	0	0	0	130	102	98	
Observatoire économique de l'achat public	Articles 130 à 132 du code des marchés publics Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'observatoire économique de l'achat public	71	0	0	0	3	3	1	
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire Décret n° 2015-732 du 24 juin 2015 relatif au conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	72	-	0	2	-	0	9	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
6. Affaires sociales et santé									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	16	1,80	5	2	6	5	4	
Comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	Articles R.133-10 à R.133-12 du code de sécurité sociale	31	0	0	0	7	7	4	
Comité économique des produits de santé	Articles L.162-17-3 et D.162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	890	1.000	1.020	70	70	70	
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L.6121-7 et L.6121-8 et R.6122-1 à R.6122-7 du code de la santé publique	49	0	18,32	6,10	8	6	4	
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D.98-8-4 du code des postes et des communications électroniques Arrêté du 1er février 2010 relatif à la composition du comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	21	2,50	1,84	1,80	2	1	1	
Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2013-16 du 7 janvier 2013 portant création du comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	70	0	0,60	0,12	3	1	2	
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	0,90	0,60	0,80	2	1	1	
Commission chargée de donner un avis sur l'usage du titre de chiropracteur	Décret n° 2011-32 du 7 janvier 2011 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de la chiropraxie	5	0	0	0	0	1	5	
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L.4241-5, L.4241-14 et D.4241-20 à D.4241-25 du code de la santé publique	39	0,20	0,08	0	3	2	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
6. Affaires sociales et santé									
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français Décret n° 2014-1049 du 15 septembre 2014 relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19	10	0	28	1	0	1	
Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2014-1043 du 12 septembre 2014 relatif à l'agrément des établissements de formation en ostéopathie	16	-	0	13,12	-	0	13	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L.382-15 et L.382-19 et R.382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	11	0	0	0	0	1	0	
Commission d'admission des sportifs de haut niveau	Décret n° 2010-979 du 26 août 2010 relatif à la création d'une commission d'admission des sportifs de haut niveau et aux dispenses d'épreuves accordées aux sportifs de haut niveau pour l'admission dans les instituts de formation en masso-kinésithérapie, en pédicurie podologie, en ergothérapie et en psychomotricité	12	0	0	0	1	1	2	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L.114-1 et D.114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	35	35	30	2	2	2	
Commission des conseillers en génétique	L.1132-3, L.1132-5, R.1132-1, R.1132-2, R.1132-4-1, R.1132-4-2 du code de la santé publique	6	0	0,50	0	0	1	0	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L.1114-1 et R.1114-5 à R.1114-8 du code de la santé publique	14	3,40	3,80	4,11	10	9	9	
Commission nationale d'agrément des conventions collectives des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif	Articles L.314-6, R.314-197 et R.314-198 du code de l'action sociale et des familles	13	0,80	124,62	106,35	17	12	11	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
6. Affaires sociales et santé									
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en chiropraxie	Décret n° 2014-367 du 24 mars 2014 relatif à la formation des chiropracteurs et à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie Décret n° 2011-1127 du 20 septembre 2011 relatif à la formation des chiropracteurs et à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie	8	0	0	0	1	0	0	
Commission nationale de biologie médicale	Article L.6213-12 du code de la santé publique Articles R.6213-15 à R.6213-28 du code de la santé publique	23	-	-	-	-	-	-	
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L.1142-10, L.1142-11 et R.1142-24 et suivants du code de la santé publique	19	22	23	6,09	10	11	2	
Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	Décret n° 2012-565 du 24 avril 2012 relatif à la commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence	15	0,61	0	0,50	1	0	1	
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	Article D.4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 1er février 2011 relatif aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	7	2,60	0,80	0	10	5	1	
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français	23	0	0	0	0	2	1	
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	40	0,52	5	5	30	26	23	
Commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes	Articles L.4143-2 et D.4143-16 et suivants du code de la santé publique	12	34,60	113	104,90	5	9	6	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
6. Affaires sociales et santé									
Commission scientifique indépendante des médecins	Articles L.4133-2 et D.4133-16 et suivants du code de la santé publique	28	192,80	224	302,20	11	10	11	*L'évolution des coûts de fonctionnement en 2015 est due à la fois à l'augmentation du nombre de dossiers expertisés (1 003 en 2015 contre 437 en 2014 soit + 65 k€ env.) et à l'augmentation du nombre de vacations (612 contre 577 soit + 11 k€ env.).*
Commission scientifique indépendante des pharmaciens	Articles L.4236-2 et D.4236-16 et suivants du code de la santé publique	21	41,10	163	154	6	9	8	
Commission scientifique indépendante des sages-femmes	Articles L.4153-2 et D.4153-16 et suivants du code de la santé publique	14	23,70	109	118,70	5	8	9	
Conférence nationale de santé	Articles L.1411-3 et D.1411-37 et suivants du code de la santé publique	120	179	68	60	39	31	17	
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L.146-1 et D.146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	190	35,70	133,07	122,42	16	57	53	
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2012-1138 du 9 octobre 2012 relatif au conseil national de l'urgence hospitalière	50	0	0	0	2	3	1	
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L.1433-1 et D.1433-1 et suivants du code de la santé publique	18	0	0,10	0	22	23	24	
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L.143-1, R.143-1 et suivants et D.143-6 à D.143-8 du code de l'action sociale et des familles	65	0	81,53	102,13	0	9	10	
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis et des hépatites virales chroniques	Articles D.3121-1 à D.3121-14 du code de la santé publique	26	-	-	11	-	-	5	
Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.	34	91	178,53	90	32	22	27	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L.411-1 à L.411-3, et R.411-1 à R.411-3 du code de la mutualité	31	0	0	0	11	9	9	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D.5125-62 à D.5125-69 du code de la santé publique	25	20	30	0	2	3	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
6. Affaires sociales et santé									
Groupe de travail national amiante et fibres	Décret n° 2013-761 du 21 août 2013 portant renouvellement du groupe de travail national "amiante et fibres"	26	1	3,50	0,90	1	4	1	
Haut conseil de la santé publique	Articles L.1411-4 et L.1411-5 et R.1411-46 et suivants du code de la santé publique	156	256	345	480	432	411	455	
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D.4381-1 et suivants du code de la santé publique	42	2,20	4,30	1,60	8	6	5	*Il y a eu 6 séances en 2014, et 5 en 2015 dont une par voie électronique, ce qui n'a pas donné lieu à frais de déplacement. De plus, les séances 2013 ont été payées en 2014. Enfin, un changement de logiciel en 2015 peut également expliquer le différentiel entre les données collectées.*
Commission scientifique du haut conseil des professions paramédicales	Article D.4381-6-1 du code de la santé publique	28	73,20	220	220,60	6	10	9	
Haut conseil du travail social	Décret n° 2016-905 du 1er juillet 2016 portant création du haut conseil du travail social	59	-	-	-	-	-	-	
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 Décret n° 2006-1370 du 10 novembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	66	98	418,36	577,30	12	10	8	
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L.162-21-3 et D.162-17 du code de la sécurité sociale	15	0	0	0	5	4	4	
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'observatoire national de la démographie des professions de santé modifié par le décret n° 2015-405 du 8 avril 2015	24	72,70	395,65	303,20	11	9	12	
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L.114-3-1 et D.114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	0	0	0	0	0	0	*Commission en cours de suppression*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
6. Affaires sociales et santé									
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Articles L.144-1 et R.144-1 à R.144-4 du code de l'action sociale et des familles	27	374,20	319,81	227,72	26	28	28	
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	26	1,41	0,53	0,50	3	2	3	
Observatoire national du suicide	Décret n° 2013-809 du 9 septembre 2013 portant création de l'observatoire national du suicide	54	0	0	1,20	3	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
7. Défense									
Comité consultatif de santé des armées	Décret n° 57-384 du 22 mars 1957 portant création du comité consultatif de santé des armées Articles D.3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité des achats auprès du ministère de la défense	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense	9	0	0	0	5	5	4	
Comité directeur de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	13	0	1	0,50	1	1	1	
Comité ministériel d'investissement	Arrêté du 17 février 2010 modifié fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement	10	0	0	0	18	13	15	
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	7	0	0	0	1	0	0	
Commission armées jeunesse	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 modifié fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission armées jeunesse	70	112	92	102	51	60	56	*L'augmentation du coût de fonctionnement de la commission s'explique par les dépenses engagées pour couvrir l'événement "engagement 1915 – engagement 2015"*
Commission de déontologie des militaires	Articles L.4122-5, R.*4122-18 et R.*4122-19 du code de la défense	11	30,50	31	35	14	13	12	*L'augmentation du coût se justifie par l'augmentation du nombre de dossiers traités par la commission.*
Commission de suivi de sécurité maritime	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale Arrêté du 8 juin 2011 relatif à la composition de la commission de suivi de sécurité maritime	9	0	0	0	7	26	12	
Commission interministérielle de contrôle (Salon international de l'aéronautique et de l'espace)	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace	4	0	0	0	5	0	4	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
7. Défense									
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Article R.311-3 du code de la sécurité intérieure Arrêté du 28 août 2000 modifié portant application du 1° de l'article R.311-3 du code de la sécurité intérieure	11	0	0	0	0	1	1	*Fusion avec le comité de règlement des contestations en douanes décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*
Conseil de l'exploitation nucléaire de défense	Arrêté du 13 mars 2002 modifié instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	8	0	0	0	1	1	1	
Conseil général de l'armement	Articles D.3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	1	0	1	2	1	
Conseil scientifique de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	8	0	0,50	0,50	1	4	3	
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L.4261-1 et D.4261-1 et suivants du code de la défense	79	30	25	22,50	2	2	3	*La baisse des frais de fonctionnement s'explique par une baisse des crédits qui ont été alloués pour le fonctionnement du conseil.*
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L.4111-1 et D.4111-1 et suivants du code de la défense	9	25	20	13	20	23	34	*La baisse des frais de fonctionnement en 2015 s'explique principalement par de moindres dépenses de reprographie et une diminution des frais de déplacement.*
Conseil permanent des retraités militaires	Arrêté du 29 août 2016 portant organisation et fonctionnement du conseil permanent des retraités militaires		-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
8. Justice									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R.123-28 et A.123-7 et suivants du code de commerce	8	0	0	0	8	7	8	
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D.348-2 à D.348-4 du code de procédure pénale	8	0	0	0	0	1	0	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	1,12	0,60	0,90	8	6	6	
Commission de contrôle des activités de transaction et de gestion immobilières	Loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	0	-	-	-	-	-	-	*La Commission créée par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové n'a pas encore été installée.*
Conseil national de la gestion et de la transaction immobilières	Loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée Décret n° 2014-843 du 25 juillet 2014 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	13	-	0	0	-	6	12	
Commission de proposition aux offices créés d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 modifié relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	5	-	-	0	-	-	0	*Cette commission rendra un avis sur les nominations en cours dans les offices créés et vacants à la date de parution du décret n° 2016-652 du 20 mai 2016.*
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale	7	1,05	0,40	0,52	6	5	7	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 modifiée sur les publications destinées à la jeunesse Décret n° 50-143 du 1er février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n 49-956 du 16 juillet 1949	30	0	0	0,30	3	4	4	*Les coûts de fonctionnement correspondent aux frais de remboursement des déplacements de certains membres de la commission.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
8. Justice									
Commission du droit local d'Alsace-Moselle	Décret n° 2014-52 du 23 janvier 2014 relatif à la commission du droit local d'Alsace-Moselle	43	-	0	60	-	1	17	*La gestion de cette commission (lieu de réunion, convocation des membres, etc.) est assurée par l'institut du droit local alsacien-mosellan. Les coûts de fonctionnement sont pris en charge par cette structure.*
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel Décret n° 2011-361 du 1er avril 2011 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011	5	0	0	0	3	0	0	
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires et de la représentation de la profession auprès des pouvoirs publics	Article L.814-1 du code de commerce Décret n° 2016-109 du 3 février 2016 relatif à la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires	9	-	-	0	-	-	11	*Commission créée par l'ordonnance n° 2015-1287 du 15 octobre 2015 portant fusion de la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et de la Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires*
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	0	1	0	*Commission renouvelée pour une durée de quatre ans par le décret n° 2016-747 du 6 juin 2016 relatif à des commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié	26	0	0	0	5	4	4	
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles L.721-8 et R.721-7 et suivants du code de commerce	20	15	15	10	16	11	8	*Commission renouvelée par le décret n° 2016-747 du 6 juin 2016 relatif à des commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la justice*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
8. Justice									
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du conseil national du droit Décret n° 2014-829 du 22 juillet 2014 relatif au conseil national du droit	57	0	0	0	0	5	5	
Observatoire de la récidive et de la désistance	Décret n° 2014-883 du 1er août 2014 relatif à l'observatoire de la récidive et de la désistance	18	-	-	-	-	-	-	*Les membres de l'observatoire ont été nommés en janvier 2016 et la réunion d'installation a eu lieu en avril 2016*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
9. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	0	11	9	10	
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002 Arrêté du 14 février 2011 relatif à la composition de la commission prévue à l'article L.176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	0	0	5	0	
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L.911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites Décret n° 2002-180 du 13 février 2002 modifiant la composition de la commission prévue à l'article L.911-3 du code de la sécurité sociale Décret n° 2003-903 du 19 septembre 2003 modifiant les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article L.911-3 du code de la sécurité sociale	32	0	0	0	4	5	6	
Commission nationale de conciliation des conflits collectifs de travail	Articles L.2522-1 du code du travail	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission nationale de la certification professionnelle	Articles L.335-6, R.335-24 et suivants du code de l'éducation	32	36	33	33,31	21	52	36	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L.2271-1, L.2272-1 et L.2272-2 et R.2272-1 et suivants du code du travail	40	1,90	2,10	0,60	13	14	21	*Le nombre de réunions est en augmentation en raison de la création d'une troisième sous-commission.* *Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 du Haut conseil du dialogue social et de la commission nationale de la négociation collective*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
9. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Commissions professionnelles consultatives	Articles L.335-6 et R.338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi	140	1 215	1 244	1 037	56	42	56	
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Articles L.3346-1 et D.3346-1 et suivants du code du travail	35	-	0	0,55	-	3	1	
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles R.4641-1 et suivants du code du travail	54	2,50	12,60	11,80	38	40	50	
Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	Article L.6123-1 du code du travail Décret n° 2014-965 du 22 août 2014 relatif aux missions, à la composition et au fonctionnement du conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	57	-	0	42,53	-	0	45	
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au Conseil national de l'insertion par l'activité économique	42	6,90	6	6	4	3	2	
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L.1431-1 et R.1431-1 et suivants du code du travail	24	4,80	5,20	4	3	2	2	
Haut conseil du dialogue social	Articles L.2122-11 et R.*2122-1 et suivants du code du travail Décret n° 2008-1163 du 13 novembre 2008 relatif au haut conseil du dialogue social	16	4,80	3,1	2,20	11	7	5	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 du Haut conseil du dialogue social et de la commission nationale de la négociation collective*
Conseil national des missions locales	Articles R.5314-1 et suivants du code du travail	57	-	-		-	-		*Création par le décret n° 2015-967 du 31 juillet 2015 relatif au Conseil national des missions locales*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
10. Aménagement du territoire									
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	54	0	0	0	0	0	0	
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services Décret n° 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime	9	132	117	105	5	7	7	
Observatoire des territoires	Décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'observatoire des territoires	22	44	42	22	2	3	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
11. Intérieur									
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	7	0	0	0	1	2	2	
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	0	0,10	0,10	1	0	2	
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale et aux militaires de la gendarmerie	Ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale	-	-	-	-	-	-	-	*Commission issue de la fusion prévue par l''ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale. La composition de cette commission sera définie par un décret en Conseil d'État.*
Commission consultative des jeux de cercle et de casinos	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	12	3,90	3,90	2,98	7	9	7	
Commission consultative des polices municipales	Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales Articles L.514-1 et R.514-1 du code de la sécurité intérieure	24	0	2,70	3,87	0	1	1	
Commission de labellisation (label diversité)	Décret n° 2014-335 du 14 mars 2014 relatif à la commission de labellisation du label diversité Décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation	20	0	0	0	6	5	5	
Commission de labellisation (label Français langue d'intégration)	Décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration »	10	0	0	0	6	4	4	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
11. Intérieur									
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles D.211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Arrêté du 4 décembre 2009 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	5	29,05	28,61	28,61	64	61	61	
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	43	577,62	582,98	602,95	6	7	7	*L'écart entre 2014 et 2015 s'explique par le poste de contractuel supplémentaire créé en 2014 pour le CFL, qui compte pour la première fois pour l'année entière.*
Commission consultative sur l'évaluation des charges (formation restreinte du comité des finances locales)	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	0	1,69	4,70	0	2	3	
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	58,85	56,54	55,05	1	1	1	
Conseil national d'évaluation des normes	Articles L. 1212-1 et suivants et R. 1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	36	-	27,51	17,79	-	16	21	
Commission de révision du nom des communes	Article L.2111-1 du code général des collectivités territoriales Arrêté ministériel du 15 août 1948 instituant auprès du ministère de l'intérieur une commission de révision du nom des communes	8	0	0	0	0	1	1	
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les États n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	4	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
11. Intérieur									
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	6	0	0	0	4	3	3	
Commission nationale consultative de la sécurité des transports de fonds	Articles D.613-76 et suivants du code de la sécurité intérieure Arrêté du 22 novembre 2012 relatif à la composition de la commission consultative de la sécurité des transports de fonds	36	0	0	0	1	2	2	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L.332-18 et R.332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	0	1	0	0	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R.331-35 à R.331-44 du code du sport	8	0	0,90	0,90	0	9	8	
Commission nationale de la vidéoprotection	Articles L.251-5 à L.251-7 inclus et L.252-4 du code de la sécurité intérieure Décret n° 2011-877 du 25 juillet 2011 relatif à la commission nationale de la vidéoprotection	20	0	0	0	1	0	1	*Suppression décidée par les réunions du CIMAP des 14, 20 et 21 juin 2013.*
Commission nationale de protection et de réinsertion	Article 706-63-1 du code de procédure pénale Décret n°2014-346 du 17 mars 2014 relatif à la protection des personnes mentionnées à l'article 706-63-1 du code de procédure pénale bénéficiant d'exemptions ou de réductions de peines	7	0	0	0	0	0	2	
Commission nationale des experts en automobile	Articles L.326-5, R.326-14 et D.326-15 du code de la route	13	0	0	0	0	0	0	
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Article 28-2 et R.15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale	9	0	0	0	0	2	0	
Commission spécialisée nationale chargée de la mise en œuvre de la reconnaissance, de la validation et des équivalences des formations et expériences des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique	-	-	-	-	-	-	-	
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Articles R.613-47 et R.613-57 du code de la sécurité intérieure	6	0	0	0	0	0	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
11. Intérieur									
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile Décret n° 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	8,34	2,50	3,52	4	2	3	
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L.1221-1 et R.1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	3,68	8,78	12,69	2	6	6	*L'augmentation des coûts de fonctionnement en 2015 s'explique par un certain nombre de dépenses de l'année 2014 payées en 2015. Par ailleurs, une réunion d'installation a engendré des frais supplémentaires*
Conseil national de la sécurité routière	Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	53			6	4	2	1	
Conseil national de sécurité civile	Article D.711-1 et suivants du code de la sécurité intérieure	55	0	0	0	0	0	0	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L.1241-1 et R.1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	0,80	3,50	0	0	1	0	
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique Décret n° 2012-154 du 30 janvier 2012 relatif au conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	19	0,10	0,06	1	6	4	3	
Conseil supérieur de l'éducation routière	Articles D.214-1 et suivants du code de la route	28	0	0	0	2	2	0	
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	96,36	70,55	72,72	83	79	70	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
11. Intérieur									
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	30	0	0	0	2	1	0	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	0	0	0	0	0	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
12. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L.361-8 et D.361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	16	0,23	0,67	1,29	6	6	8	
Comité national de la gestion des risques en forêt	Articles L.261-4, D.351-1 et D.351-2 du code forestier	13	0	0	0	1	1	0	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D.661-1 à D.661-11 du code rural et de la pêche maritime	60	0	0	0	50	50	50	
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article L.411-11 et R.414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	0	0	0	0	0	0	
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L.2522-1 à L.2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	1	2,70	2,70	2	2	2	
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R.253-4 du code rural	75	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D.653-1, D.653-2 et D.653-3 du code rural et de la pêche maritime	111	0	0	0	11	23	13	
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	240	0	0	0	4	2	2	
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces et de ses commissions nationales spécialisées	Article L.335-6 du code de l'éducation Articles D.814-48 à D.814-51 du code rural et de la pêche maritime	56	0	0	0	13	14	8	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'Etat	Article 384 A *ter* de l'annexe II au code général des impôts	4	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles D.751-19 et suivants du code rural et de la pêche maritime	31	0	0	0	4	3	2	
Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	Articles D.200-2 à D.200-4 du code rural et de la pêche maritime	19	0	0	0	10	9	11	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
12. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L.814-1 et L.814-2 et R.814-1 à R.814-9 du code rural et de la pêche maritime	64	0	0	0	7	6	7	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L.814-3 et L.814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45	0	0	0	8	6	6	
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R.814-32 du code rural et de la pêche maritime	24	0	0	0	3	2	1	
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L.611-1, R.611-1 et D.611-4 et suivants du code rural et de la pêche maritime	79	0	0	0	15	3	1	
Conseil supérieur de la forêt et du bois	Articles L.113-1 et D.113-1 à D.113-5 du code forestier (nouveau)	64	-	-	0	-	-	1	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Articles L731-35-1 et D. 721-1 à D. 721-9 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	0	0	0	4	4	3	
Observatoire de l'alimentation	Articles L.230-3 et D.230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	25	537	990	450	3	13	5	
Conseil national de l'alimentation	Articles D.824-1 et suivants du code de la consommation	67	-	-	-	-	-	-	
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L.682-1 et D.682-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	36	0	0	0	4	4	4	
Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers	Articles L.112-1 et D.112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche maritime	23	-	-	0	-	-	0	
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 relatif à l'observatoire national de l'enseignement agricole - modifié par arrêté du 13 juin 2012 Décret n° 2015-621 du 4 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	11	83,70	0	0	6	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
13. Logement et habitat durable									
Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	101	0	0	3,72	5	5	3	*Le coût de fonctionnement 2015 est dû principalement à la conclusion d'un marché de sténographie.*
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux	Articles L.302-9-1-1 et R.302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0	0	0	0	2	
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Décret n° 2009-681 du 12 juin 2009 relatif à l'activité de contrôle technique de la construction, pris pour l'application de l'article L.111-25 du code de la construction et de l'habitation	14	8	6,60	6,20	4	7	7	
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	0	1	1	
Commission des comptes du logement	Décret n° 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	1	0	0	1	1	1	
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la commission nationale de concertation	21	0	0	0	1	5	7	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
13. Logement et habitat durable									
Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier	Articles L.3211-7 et R.3211-13 à R.3211-17 du code général de la propriété des personnes publiques	22	0	0	0	0	5	3	*Le nombre de dossiers soumis à la commission a diminué, et par voie de conséquence, le nombre de réunions, notamment du fait de l'appropriation du mécanisme de calcul de la décote et des déplacements sur sites du président de la CNAUF.*
Conseil national de l'habitat	Articles R.*361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	1,30	6	6	2	7	7	
Conseil scientifique du plan urbanisme construction architecture	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture	10	0,60	0,30	0,30	2	1	1	
Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	Décret n° 2015-1554 du 27 novembre 2015 relatif au Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	31	-	-	0,50	-	-	8	
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L.461-2, R*461-1 et R.461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	5	5	4	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Article L.302-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation	18	32,56	29,55	53,53	5	10	16	*Le coût de fonctionnement 2015 correspond à la rédaction d'un nombre plus important de rapports annuels entrainant des frais supplémentaires.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
14. Culture et communication									
Comité consultatif des prêts et dépôts d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du fonds national d'art contemporain	Article D.113-24 du code de patrimoine	12	0	0		10	0		
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts	20	0	0	0	0	0	0	
Comité d'experts (entreprises de production phonographique)	Articles 220 *octies* (IV) et 220 Q du code général des impôts	5	0	0	0	6	6	6	
Comité d'orientation pour le fonds stratégique pour le développement de la presse	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 modifié relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse	17	2,40	1,80	1,20	8	6	3	*En raison d'un nombre de demandes en baisse, le comité ne s'est réuni que trois fois en 2015.*
Commission consultative de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique	12	1,70	0,76	1,30	1	1	2	
Commission consultative des trésors nationaux	Articles L.111-4 et R.111-22 à D.111-25 du code du patrimoine	12	2,36	2,10	1,60	8	7	10	*Le coût annuel peut varier d'une année par rapport à l'autre selon la valeur des œuvres présentées qui est prise en compte pour l'assurance.*
Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	Décret n° 2014-677 du 24 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales	27	0	5,30	4,54	0	1	1	
Commission consultative pour l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	Décret n° 2014-1651 du 26 décembre 2014 relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	15	-	0	0,10	-	0	1	
Commission pour la rémunération de la copie privée	Articles L.311-5, R.311-1 et suivants et D.311-8 du code de la propriété intellectuelle	25	15,40	15,36	15,36	0	0	2	
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art Décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993	5	0	0	0	6	2	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
14. Culture et communication									
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leurs critères d'attribution	8	0	0	0	0	1	0	
Commission d'enrichissement de la langue française	Décret n° 96-602 modifié du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	19	0	0	0	31	10	11	
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	12	0	0	0	0	2	2	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine	20	4	0	0	3	0	3	
Commission de classification des œuvres cinématographiques	Articles R.211-29 à R.211-47 du code du cinéma et de l'image animée	83	154	162,90	163,20	77	65	77	
Commission de conciliation pour le droit d'exploitation des œuvres des journalistes	Articles L.132-44 et R. 32-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle Décret n° 2011-126 du 28 janvier 2011 relatif aux conditions de rémunération du président de la commission prévue à l'article L.132-44 du code de la propriété intellectuelle	13	3	3	2	7	7	5	
Commission de la rémunération équitable	Articles L.214-4 et R.214-1 à R.214-7 du code de la propriété intellectuelle	23	0	0	0	0	0	0	
Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art	Articles D.113-27 à D.113-29 du code du patrimoine	25	5,92	5,97	1,20	8	9	8	*La baisse des coûts de fonctionnement en 2015 est imputable au fait de l'absence de missions de récolement à l'étranger*
Commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la Céramique de Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	Article L.451-1 du code du patrimoine	14	0	0	0,58	0	0	4	*Fusion de l'ensemble des commissions des acquisitions prévue par le décret n° 2016-924 avec entrée en vigueur au 1er octobre 2016.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
14. Culture et communication									
Commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt	Article L.451-1 du code du patrimoine	11	0,23	0	0,30	2	0	3	*Fusion de l'ensemble des commissions des acquisitions prévue par le décret n° 2016-924 avec entrée en vigueur au 1er octobre 2016.*
Commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et du domaine national de Saint-Germain en Laye et du musée national de Préhistoire	Article L.451-1 du code du patrimoine	14	0,80	0	0,20	3	0	2	*Fusion de l'ensemble des commissions des acquisitions prévue par le décret n° 2016-924 avec entrée en vigueur au 1er octobre 2016.*
Commission des acquisitions Fontainebleau, Compiègne, Malmaison, Bonaparte, Aix, Pau, 2 Victoires, de Lattre de Tassigny, Port-Royal, Magny les Hameaux	Article L.451-1 du code du patrimoine	14	1,70	0	1,10	5	0	5	*Fusion de l'ensemble des commissions des acquisitions prévue par le décret n° 2016-924 avec entrée en vigueur au 1er octobre 2016.*
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle	Articles L.212-9 et R.212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	25	0	0	0	0	0	0	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	5,65	6,86	8,72	15	11	11	
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national	Article 310 G (II) de l'annexe II au code général des impôts	5	0,63	0,07	0,05	4	4	4	
Commission nationale culture handicap	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale culture-handicap	74	3	3,04	0	1	1	0	
Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque	Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements	29			0,87		1	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
14. Culture et communication									
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	15	0,40	0,66	0	1	1	0	
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre	17	1	0	1	4	0	1	
Commission nationale des monuments historiques	Articles L.611-1 et R.611-1 à R.611-16 du code du patrimoine	150	26,72	16,95	22,48	25	25	23	*Fusion prévue à l'entrée en vigueur du décret définissant la composition et les modalités de fonctionnement de la nouvelle commission nationale du patrimoine et de l'architecture créée par l'article 74 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et au plus tard au 1er juillet 2017.*
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Articles R.313-18 et suivants du code de l'urbanisme	23	0	1,10	0,20	4	3	4	*Fusion prévue à l'entrée en vigueur du décret définissant la composition et les modalités de fonctionnement de la nouvelle commission nationale du patrimoine et de l'architecture créée par l'article 74 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et au plus tard au 1er juillet 2017.*
Commission nationale du patrimoine et de l'architecture	Article L.611-1 du code du patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	*Création par l'article 74 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine*
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	39	0	10	10	3	3	3	
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	2	1	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
14. Culture et communication									
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts	Article D.422-4 du code du patrimoine	15	0	0	0	10	10	10	
Commission scientifique nationale des musées de France	Articles L.451-1 et D.451-1 à D.451-6 du code du patrimoine	35	0	0	0	1	0	0	
Commission scientifique nationale des collections	Articles L.115-1 et L.115-2 et R.115-1 à R.115-4 du code du patrimoine	88	0	0	0	1	11	4	*L'organisation de cette commission n'a pas occasionné de coût en 2014 et 2015 même si les remboursements de frais de déplacement des membres sont autorisés.*
Conseil artistique des musées nationaux	Articles L. 451-1, R. 422-5 et D. 422-6 et suivants du code du patrimoine	23	3,50	5	2,30	8	8	8	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres	16	0	0	0	3	3	3	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Articles D.144-1 à D.144-5 du code du patrimoine État	15	0	1,50	0,80	4	7	2	
Conseil national de la recherche archéologique	Articles R.545-1 et suivants du code du patrimoine	32	21,27	17,10	32	6	2	4	
Conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du conseil national des parcs et jardins	29	0	0	0	1	1	0	*La commission nationale du patrimoine et de l'architecture créée par l'article 74 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine reprendra les attributions du CNPJ au moment de l'entrée en vigueur du décret définissant la composition et les modalités de fonctionnement de la nouvelle commission.*
Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national des professions de spectacle	90	0	0	0	2	1	1	
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	13	1	0,24	0,08	2	1	1	
Conseil scientifique de la grotte de Lascaux	Arrêté du 15 février 2010 portant création du conseil scientifique de la grotte de Lascaux	14	26,90	20,64	11,61	3	4	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
14. Culture et communication									
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale	22	0,80	2,30	0	1	1	0	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	60	54	79,80	67	61	85	95	
Conseil supérieur des archives	Article L.211-2-1 du code du patrimoine	35	0	0	0	1	1	0	
Haut Comité des commémorations nationales	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture	12	0	0	0	3	3	5	
Haut conseil des musées de France	Articles L.430-1, L.430-2 et R.430-1 à R.430-4 du code du patrimoine	23	0	0	0	0	2	1	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
15. Familles et droits des femmes									
Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2013-16 du 7 janvier 2013 portant création du comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	70	0	0,60	0,12	3	1	2	
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	17	4,90	28,29	30,30	4	3	3	
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	30	4,40	5,50	0	5	7	0	*Le conseil supérieur de l'adoption devrait être intégré dans un conseil plus vaste (conseil national de la protection de l'enfance) à l'automne 2016.*
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	0	0	3,09	8	5	3	*Les frais de fonctionnement correspondent à la prise en charge d'un déplacement au Conseil de l'Europe, un déplacement à Bruxelles à l'institut pour l'égalité entre les femmes et les hommes et des frais d'intervention pour un colloque organisé le 11 février 2015.*
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Décret n° 2013-8 du 3 janvier 2013 portant création du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	72	0	0	150	0	60	55	
Haut conseil de la famille	Articles D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	61	7	340,65	317,37	14	10	8	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
16. Fonction publique									
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS) ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État Arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État	22	63	66,20	88,38	18	29	30	*L'augmentation du coût du CIAS tient essentiellement à la hausse des frais de mission.*
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'État	6	0	0	0	8	11	12	
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique	5	0	0	0	12	15	20	
Commission nationale de conciliation (transfert et mise à disposition d'agents de l'État)	Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Décret n° 2014-1241 du 24 octobre 2014 créant la commission nationale de conciliation prévue par l'article 81 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.	19	-	-	0	-	-	0	
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires Décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au conseil commun de la fonction publique	47	40	37,20	65,02	5	6	8	*Outre le nombre de réunion qui est en augmentation, les frais de déplacement des membres ainsi que la rémunération des agents en charge de cette commission sont en hausse.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
16. Fonction publique									
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État Décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État abrogeant le décret n° 82-450 du 28 mai 1982 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État	20	180	130	92,59	11	9	13	
Conseil supérieur de la fonction publique siégeant comme commission de recours	Décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État	27	18	18	15, 19	10	9	6	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
17. Ville, jeunesse et sports									
Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative	Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative	25	0,88	1,41	1,38	3	3	4	
Comité des médaillés de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports Arrêté du 5 janvier 1982 fixant la composition du comité	26	0	0	0	2	2	2	
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84, D. 212-84-1 et A. 212-175-10 du code du sport	9	0	1	1	0	12	12	
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse Arrêté du 14 octobre 2011 portant nomination à l'assemblée plénière du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	72	2,30	2,30	2,30	1	1	2	
Commission nationale d'agrément (Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	0,14	0,12	0,12	5	6	6	*Commission renouvelée pour une durée de six mois par le décret n° 2016-804 du 15 juin 2016 renouvelant certaines commissions à caractère consultatif relevant du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports*
Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs (conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	24	0	0,15	0,20	0	1	2	*Commission renouvelée pour une durée de six mois par le décret n° 2016-804 du 15 juin 2016 renouvelant certaines commissions à caractère consultatif relevant du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports*
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Articles R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	3	5	6	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
17. Ville, jeunesse et sports									
Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation	Articles D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	41	5	4	4	3	2	4	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale*
Conseil national du sport	Articles R. 142-1 à R. 142-15 du code du sport	61	12,10	9,90	3,07	13	13	10	*La baisse du coût de fonctionnement est liée à la diminution du nombre de réunions et des frais pris en charge par le ministère.*
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	48	48	0,80	0	11	8	*Le ministère ne prend désormais en charge que les frais de repas.*
Observatoire national de la politique de la ville	Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	40	-	-	317	-	-	0	*L'ONPV a été installé par le ministre en charge de la ville le 19 janvier 2016. Ainsi aucune réunion n'a pu se tenir entre fin 2014 et début 2016. En 2015 et 2016, les coûts de fonctionnements sont atypiques. En 2015, ils intègrent les études, l'achat et la production de données. En 2016, Ils intègreront d'une part des coûts de mise en place de l'observatoire liés à l'installation du nouveau comité d'orientation, la création d'une identité graphique, la révision du site internet, et d'autre part des coûts liés à la publication de deux rapports en 2016 (à savoir l'achat et la production de données, les études, la création et l'impression des rapports), celui portant sur 2015 et celui portant sur 2016.*

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
18. Outre-mer									
Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n° 2009-506 modifié du 6 mai 2009 relatif au comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	12	41,27	39	42	7	6	5	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	Loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer Décret n° 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer	39	14,77	4,86	0	5	3	2	
Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du conseil du service militaire adapté	20	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2013	2014	2015	2013	2014	2015	
19. Banque de France									
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L.141-4, R.141-1 et R.141-2 ; R.142-22 à R.142-27 du code monétaire et financier	35	2,80	1,40	1,50	3	3	3	

*

*   *

Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives supprimées depuis le 15 septembre 2015

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Premier ministre	Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information	Décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé agence nationale	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Affaires étrangères et développement international	Commission LabelFrancEducation	Décret n° 2012-40 du 12 janvier 2012 portant création du label LabelFrancEducation	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Écologie, développement durable et énergie	Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D.133-23 et suivants du code de l'environnement	Terme échu
	Commission consultative relative aux déchets d'emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages	Terme échu
	Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement Article D.541-6-1 du code de l'environnement	Décret n° 2015-1826 du 30 décembre 2015 relatif à la commission des filières de responsabilité élargie des producteurs
	Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement Arrêté du 13 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Terme échu
	Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D.416-7 et D.416-8 du code de l'environnement	Terme échu
	Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R.742-5 du code du travail	Décret n° 2015-918 du 27 juillet 2015 relatif aux conventions et accords collectifs des gens de mer et à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la négociation collective maritime
	Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Article L.512-71, R.512-43 et suivants du code monétaire et financier	Loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue
	Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R.421-1 et suivants du code de l'environnement	Terme échu

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Écologie, développement durable et énergie (*suite*)	Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du conseil national du paysage	Terme échu
	Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Terme échu
	Commission consultative de la procédure d'attribution de la taxe poids lourds	Décret n° 2009-345 du 30 mars 2009 relatif aux modalités d'application du III de l'article 153 de la loi de finances pour 2009	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A *bis* de l'annexe II au code général des impôts	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités Décret n° 2008-72 du 23 janvier 2008 instituant le comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilité des universités	Décret n°2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité de suivi du cursus master	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master	Terme échu
	Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 3 octobre 2011 portant création du comité stratégique du calcul intensif	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Économie et finances	Comité consultatif des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 1er avril 2011 pris en application du décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Économie et finances (*suite*)	Commission interministérielle appelée à apprécier la qualité de certaines manifestations artistiques	Décret n° 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995	Décret n°2016-838 du 24 juin 2016, pris en application de l'article L.2333-55-3 du code général des collectivités territoriales
	Commission consultative des communications électroniques	Articles L.33-4, D.99-4 et D.99-5 du code des postes et communications électroniques	Décret n° 2015-1566 du 1er décembre 2015 portant suppression de la commission consultative des communications électroniques
	Comité du capital-investissement	Article 41 DGA de l'annexe III au code général des impôts	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité de convergence des normes comptables publiques et privées	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine hors Alsace-Moselle	Décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre Arrêté du 30 juillet 2010 fixant les modalités d'attribution des agréments pour l'exécution des travaux cadastraux	Terme échu
Affaires sociales, santé et droits des femmes	Comité national de santé publique	Articles L.1413-1 et R.1413-26 à R.1413-32 du code de la santé publique	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale de l'activité libérale	Articles L.6154-5 et R.6154-19 à R.6154-24 du code de la santé publique	Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 138)
	Conseil de l'hospitalisation	Articles L.162-21-2 et R.162-21 et suivants du code de la sécurité sociale	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015
	Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D.149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	Terme échu
	Conseil supérieur du travail social	Article D.142-1 du code l'action sociale et des familles	Terme échu
	Comité de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	Décret n° 2012-169 du 2 février 2012 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Affaires sociales, santé et droits des femmes *(suite)*	Comité de pilotage et comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé et du plan "Obésité"	Décret n° 2012-531 du 19 avril 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité de pilotage et du comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé (2011-2015) et du plan "Obésité" (2010-2013)	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation + arrêt du 30 avril 2007 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission nationale d'agrément des établissements dispensant une formation en ostéopathie	Décret n° 2014-1043 du 12 septembre 2014 relatif à l'agrément des établissements de formation en ostéopathie a remplacé cette commission par la commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie à compter de cette date
	Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Arrêté du 9 février 2006 relatif à la création et à la composition du Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Décret n°2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D.149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles an vigueur au 30 juin 2016	Terme échu
	Comité scientifique du site Intervention précoce, soutien à la parentalité	Arrêté du 6 avril 2012 portant création du comité scientifique du site 'Intervention précoce, soutien à la parentalité	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Défense	Commission d'experts (anciens combattants d'Afrique française du Nord)	Articles L.253 bis et R.227 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Ordonnance n° 2015-1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer
	Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951	Ordonnance n° 2015-1534 du 26 novembre 2015 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Défense (*suite*)	Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matières nucléaires et la protection des installations et établissements	Article R.1333-15 du code de la défense	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère
Justice	Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice	Décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels
	Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	Décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels
	Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la Justice fusionnant la commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissier de justice et celle de proposition de nomination aux offices créés de commissaires-priseurs judiciaires, instituée pour les huissiers de justice par le décret n°75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice	Décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels
	Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	Ordonnance n°2015-1287 du 15 octobre 2015 portant fusion de la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et de la Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Justice (*suite*)	Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2, L. 812-4 et R.811-29 et suivants du code de commerce	Ordonnance n°2015-1287 du 15 octobre 2015 portant fusion de la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et de la Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires
Intérieur	Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale	Articles 16 à 16-3 du code de procédure pénale Loi n° 98-1035 du 18 novembre 1998 portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale Articles R.8 à R.12 du code de procédure pénale	Ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale
	Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale	Articles 16 et R.3 à R.7 du code de procédure pénale	
Agriculture, agroalimentaire et forêt	Commission nationale d'identification	Articles D.212-13 et D.212-14 du code rural et de la pêche maritime	Décret n° 2016-768 du 9 juin 2016 relatif à la Commission nationale d'identification
	Comité de surveillance biologique du territoire	Articles L.251-1 et D.251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	Ordonnance n° 2015-1242 du 7 octobre 2015 relative à l'organisation de la surveillance en matière de santé animale, de santé végétale et d'alimentation
	Commission consultative de la statistique agricole	Décret n° 57-178 du 15 février 1957 modifié portant réorganisation de la statistique agricole	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L.371-27 du code rural et de la pêche maritime	Ordonnance n° 2016-391 du 31 mars 2016 recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du code rural et de la pêche maritime
Logement et habitat durable	Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale	Décret n° 2006-429 du 12 avril 2006 relatif aux pôles d'excellence rurale	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Culture et communication	Commission du fonds national pour l'archéologie préventive	Article L.524-14 et R.524-11 à R.524-15 du code du patrimoine	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs	Articles L.452-1, R.452-10 1° et R.452-11 du code du patrimoine	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte(s) institutif(s)	Texte ou mode de suppression
Culture et communication (*suite*)	Comité du patrimoine cultuel	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Articles R.442-5 à R.442-9 du code du patrimoine	Terme échu
Fonction publique	Commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française	Décret n° 2015-1469 du 13 novembre 2015 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Banque de France	Comité de la médiation bancaire	Articles L.615-2, R.615-9 à R.615-12 du code monétaire et financier	Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation